rait, en une seule journée, faire atterrir beaucoup plus d'appareils qu'au cours de n'importe quelle nuit. Si l'on ajoute à ces données le fait que l'aéroport ne serait pas utilisé pour des livraisons d'armes pendant le jour, on peut déduire que la quantité de l'aide dispensée augmenterait considérablement.

Ces faits, qui sont indiscutables, ont incité le gouvernement canadien à faire tout en son pouvoir pour persuader les parties en cause de consentir à ce que les vols de secours aient lieu le jour. En multipliant nos efforts à cet effet, nous avons tenté de comprendre et de concilier les objections formulées d'un côté ou de l'autre contre le principe des vols de jour.

J'ai relaté à la Chambre, le 4 novembre 1968, et, de nouveau, il y a deux jours, comment le Canada avait réussi à obtenir des autorités de Lagos une garantie de sécurité pour les vols de jour. Je suis également en mesure de révéler que c'est par suite de la visite de mon représentant au Nigéria, en juin dernier, que les deux points essentiels de l'entente concernant les vols de jour ont été établis et acceptés. Ces deux points consistent en l'identification des avions en cause et en l'inspection des chargements qu'ils transportent.

Depuis lors, le Canada s'est efforcé de collaborer à l'application de ces deux conditions. A ce propos, nous croyons que ce n'est pas à nous de juger si les craintes des militaires de l'un ou de l'autre camp sont raisonnables ou bien fondées. Nous avons plutôt tenté d'en arriver à une formule qui apaiserait ces craintes, une formule selon laquelle les Nigériens seraient assurés qu'un avion de secours en soit effectivement un et que ses cargaisons soient bien des chargements de secours, une formule qui permettrait d'autre part aux Biafrais de s'assurer que les avions de secours ne soient pas des bombardiers camouflés, que l'on n'ait pas touché aux colis de vivres dans quelque dessein nuisible et que les vols de jour ne servent pas de couverture à des opérations militaires.

[Traduction]

Les négociations entreprises au cours de l'été par la Commission internationale de la Croix-Rouge étaient fondées sur ces principes. C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, je crois qu'il n'est guère juste de prétendre, comme l'opposition l'a fait cet après-midi, que la Croix-Rouge a été limitée dans ses opérations et paralysée à cause de principes démodés. Ce n'est pas ce qui a empêché la Croix-Rouge d'essayer de faire parvenir des secours aux Biafrais par la voie des airs. Les vols de la Croix-Rouge ont cessé, comme l'a fait remarquer le député de Greenwood (M. Brewin), après qu'un de ses avions eût été descendu au milieu de la nuit.

[Le très hon. M. Trudeau.]

M. MacDonald (Egmont): C'est faux; il était 6 heures du soir.

Le très hon. M. Trudeau: Même si l'avion était clairement identifié, il a été descendu dans des conditions de mauvaise visibilité, entre chien et loup, et c'est après cet incident que la Croix-Rouge a cessé ses vols, non pas parce que des problèmes de souveraineté ont été soulevés, mais parce qu'elle a compris, comme nous l'avions déjà fait nous-mêmes, qu'il vaudrait infiniment mieux en arriver à un accord sur des vols de jour. Si cet accord n'a pas été conclu, comme je le démontrerai dans un instant, ce n'est pas pour des principes démodés de souveraineté, mais parce que les deux parties n'ont pu en venir à une entente sur les conditions auxquelles la Croix-Rouge pourrait poursuivre ses vols de secours durant le jour. Il ne s'agit donc pas, monsieur l'Orateur, d'une question juridique, mais simplement de savoir s'il est permis à la Croix-Rouge d'effectuer de jour ses vols de secours.

[Français]

Lorsque le régime du colonel Ojukwu s'est prononcé contre la mise en application de l'entente proposée, par crainte d'une situation désavantageuse du point de vue militaire, le Canada a été déçu, mais il n'a formulé en public ni plaintes ni désapprobation. Nous estimions qu'il était malheureux que les Biafrais éprouvent ces craintes, que nous jugions même injustifiées, mais nous avons tenté de les apaiser. Nous nous sommes mis en rapport avec des fonctionnaires des États-Unis et, en particulier, avec Son Excellence l'ambassadeur Clyde Ferguson, coordonnateur des services de secours du président Nixon. M. Ferguson, grâce aux nombreux voyages qu'il a accomplis dans cette partie du monde et à tous les entretiens auxquels il a participé à l'étranger, est probablement celui qui est le mieux renseigné sur cette question et qui peut en traiter avec le plus de compétence. Nous avons formulé un ensemble de garanties, et nous pensions sincèrement qu'elles répondaient à chacune des objections d'ordre militaire des Biafrais.

Que l'on juge de notre étonnement, monsieur l'Orateur, lorsque cette offre de garanties fut repoussée sur-le-champ par le colonel Ojukwu! Et le gouvernement fut bien plus étonné encore lorsque des représentants biafrais apprirent à des fonctionnaires canadiens que des garanties d'ordre militaire n'étaient pas suffisantes, que la crainte d'un désavantage militaire n'était pas la raison principale pour laquelle le Biafra rejetait les vols de jour, mais que leur ambition était surtout d'ordre politique.